

LA GRÈVE POUR DE MEILLEURS SALAIRES

à l'ordre du jour pour nous tous !

Les contrôleurs SNCF en grève à 70 % durant trois jours au beau milieu des vacances d'hiver de la zone C, comprenant notamment la région parisienne, et voilà un emballement médiatique comme on en a déjà connu par le passé : haro sur les cheminots, « ces privilégiés », ces « preneurs d'usagers en otages » et sus au droit de grève dans les transports... que la droite voudrait interdire 60 jours par an, rien que ça !

Les trains ne roulent pas tout seuls

Il est peu probable que les 90 % de la population qui ne partent jamais aux sports d'hiver se soient sentis « pris en otage » par des cheminots qui avaient prévenu depuis plusieurs mois qu'ils exerceraient leur droit de grève entre le 16 et le 19 février s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur des revendications salariales et de conditions de travail qu'ils portent depuis plusieurs années. La direction de la SNCF les a méprisés, tout comme le gouvernement et les patrons méprisent toutes celles et ceux qui ne peuvent plus vivre dignement de leur salaire en ces temps d'inflation. La rémunération des contrôleurs est constituée de 40 % de primes qu'ils perdent dès qu'ils sont malades et qui ne comptent pas toutes pour la retraite. Déjà, en décembre 2022, ils avaient mené une grève massive, à la suite de laquelle la direction de la SNCF avait lâché quelques miettes, mais sur la question principale, celle leur rémunération de base, rien. Alors voilà pourquoi ils et elles ont fait grève massivement de nouveau, et c'est bien normal !

« Travailler est un devoir » (Attal dixit) : LOL

Eh oui, la grève ça se voit, ça a même des effets... sur « l'économie » s'étranglent tous ces députés et sénateurs qui veulent inventer un calendrier annuel des jours sans grève. Le gouvernement ne serait pas contre, le Rassemblement national non plus. Mais c'est plus facile à dire qu'à mettre en œuvre, car tout ce petit monde tout dévoué aux intérêts des riches et des patrons le sait bien : la force des

travailleurs et des travailleuses, c'est la grève justement ! D'ailleurs ces dernières semaines, la multiplication des grèves pour de meilleurs salaires est là pour leur rappeler. À la RATP (aux ateliers de maintenance), à la Poste (notamment dans les centres de tri), mais aussi dans de nombreuses entreprises du privé (chez Revima, Ubisoft, Proxiserve, Alstom et beaucoup d'autres) les salariés exigent des augmentations de salaire qui leur permettent de faire autre chose que survivre.

Notre vrai devoir : aller chercher 400 euros de plus pour toutes et tous !

Cette tendance générale à la baisse des salaires est d'autant plus choquante quand on la compare à l'explosion des profits à laquelle on assiste depuis trois ans. La Bourse vient de pulvériser son record historique ; 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022 ; Total, CMA-CGM, PSA-Stellantis, Vinci, Lactalis... toutes les grandes entreprises voient exploser leurs profits, obtenus par le gel des salaires, des années de politique d'allègement de cotisations sociales, de réformes et de plans d'austérité, mais aussi de dégradation des services publics, d'attaques contre le financement des retraites et du chômage... De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et plus que jamais même !

Et c'est toutes et tous ensemble qu'on devra défier nos patrons et le gouvernement, comme ont osé le faire pendant un week-end quelques centaines de cheminots. Aucun appel au niveau national des directions syndicales ne nous y invite mais cela ne doit pas nous paralyser. Bien au contraire, c'est par nos grèves, et en les généralisant dans une lutte offensive d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires, qu'on pourra récupérer tout ce qu'on nous a volé depuis des années !

*Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...
Tu peux nous aider en l'informant.
Prends contact avec nos militants*

EIG, DGI, ..., un point commun : GRAVE

Mardi 13 février, les soignants du Groupe hospitalier du Havre (GHH) en ont eu marre des conditions de travail où les suppressions de lits et le sous-effectif nous plongent toutes et tous. Les syndicats CGT et SUD ont déposé 2 DGI (danger grave et imminent) à la Direction Générale. Aux Urgences de l'APHP les soignants c(r)oulent aussi sous les bouchons dans les couloirs, à cause du manque de lits pour prendre en charge tous les patients.

>> 1/ 33 lits et/ou brancards en attente à 6h ce matin et cela depuis 16h le lundi 12/02, des toilettes pour les patients en attente de 6h à 9h15.. Seulement 2 ASH pour l'ensemble du service. >>2/ Cuisine centrale, dégradations des locaux, des sols avec risques de glissade, inondations, entre autre..... faits constatés et dénoncés il y a des semaines sans que rien n'ait été fait..

L'événement est lié à : (cochez une case et une seule !!!)

- Sous-effectif Fermetures de lits
 Manque de budget Salaires

2 DGI en une matinée. Et il semblerait d'après les paroles du Directeur Général dans la presse il y a quelques jours, que l'Hôpital va bien?... Qu'en pensez-vous ? C'est la même situation en psychiatrie... Débordée tous les jours.

Les jeux olympiques à l'hôpital non merci..

Au Kremlin-Bicêtre certains collègues préparent les JO. Ils courent entre les services parce qu'il manque du personnel en cardiologie, pneumologie, neuro-chirurgie. Qui sait, les collègues devront peut-être enfilez des bonnets de bains à force d'avoir la tête sous l'eau. Plutôt que les JO qui ont déjà lieu tous les jours dans nos services surchargés, préparons les luttes pour l'embauche !

Par OSIRIS et par Apis

En 1988, après la manifestation des hospitaliers le 13 octobre, le mouvement des infirmières faisait planer la menace d'une grande contagion des arrêts de travail dans le monde du travail. Rocard et ses ministres ont continué de tenter d'endormir les grévistes en promettant de répondre « au cas par cas » aux « injustices flagrantes ».

Comme s'il n'y avait pas d'abord une injustice flagrante, générale, dans le recul du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs, frappés alors depuis six ans par le blocage des salaires tandis que les profits patronaux avait explosé.

1,2 milliard d'euros de déficit cumulé pour les 32 CHU

Les directeurs, doyens et médecins chefs de 32 centres hospitaliers universitaires ont écrit au ministre de la Santé pour lui faire part de la situation dramatique dans laquelle se trouvent leurs établissements. En 2023, leur déficit cumulé a triplé en un an et a atteint 1,2 milliard. Ils évoquent dans leur lettre les difficultés « les plus graves depuis la création des CHU en 1958 ». Ils poursuivent en disant qu'au cours de l'année dernière « la capacité d'autofinancement des CHU, et par conséquent d'investissements, a chuté de 86 % ». Faute d'investissements conséquents de la part de l'État, l'hôpital public continue sa descente aux enfers. Le pouvoir considère en effet l'hôpital comme une entreprise capitaliste dont les comptes devraient être équilibrés et qui devrait par conséquent s'autofinancer. Mais la santé est un service public et n'a pas à être rentable. La santé de la population doit passer avant le profit !

Une médecine aux ordres des patrons ?

Encore et toujours des recours contre les médecins du travail qui font leur travail. En 2 ans, un d'eux a délivré 6

Ce bulletin est le tien. Laisse-le où tu veux qu'il soit vu et lu.

Les médecins cubains à la rescousse de la maternité

La maternité de Guingamp, menacée de fermeture depuis des années, a obtenu un sursis en 2018, après une forte mobilisation de la population. Néanmoins depuis plusieurs mois, le nombre de soignants y est insuffisant pour effectuer des accouchements. La municipalité de Guingamp s'est donc tournée vers ... l'Ambassadeur de Cuba, lequel a proposé de faire venir sur place des médecins cubains afin d'assurer le fonctionnement de la maternité !

Pour nous, il est normal que les soignants circulent dans le monde pour se former et venir aider face à des situations de crise. Cuba a longtemps été connue pour ses médecins volontaires qui intervenaient auprès des pays voisins d'Amérique Latine ou en Afrique.

Mais certaines ONG dénoncent les conditions dans lesquelles sont envoyés nos collègues cubains à l'étranger : horaires excessifs, salaires inférieurs aux standards du pays où ils sont déployés... Cette coopération médicale a rapporté 3,9 milliards en 2020, à l'État cubain, selon des chiffres officiels. Alors plutôt que d'utiliser nos collègues cubains comme « pompiers » lorsque la situation devient intenable, exigeons des moyens, des embauches et une hausse des salaires dans tous les hôpitaux et toutes les maternités.



certificats d'inaptitude au travail. Le patron des salariés s'est plaint à l'Ordre des médecins, qui décidé de le sanctionner sans autre forme de procès : 1 an d'interdiction d'exercer, dont 6 mois avec sursis. Le patronat ne tolère qu'une médecine à ses ordres.

La colère des infirmiers libéraux est légitime

Grands oubliés du « Ségur de la Santé » de 2020, nos collègues infirmiers libéraux ont fait grève le 17 février dans plusieurs départements et multiplié les actions visibles. Ils réclament une revalorisation des tarifs de leurs actes et une reconnaissance de la pénibilité de leur travail. Une collègue interrogée, en région Rhône Alpes Auvergne, explique : "Nos tarifs sont bloqués depuis 2009 alors qu'on a clairement nos tarifs de fonctionnement qui ont augmenté. On a été indispensables durant la période COVID pour laisser un maximum de lits libres et maintenant on a disparu." Le gouvernement leur a octroyé une ridicule augmentation de leur indemnité de déplacement, passée de 2,50 à 2,75euros ! Une paille comparé à la hausse de l'essence, du matériel médical ou des prix alimentaires. Au cours de leur tractages et de leurs manifestations, ils ont reçu le soutien de nombreux usagers, qui connaissent les mêmes difficultés face à l'inflation. On gagnerait aussi à s'inspirer de leur exemple ici à l'hôpital !

Ça se passe maintenant à Gaza, réagissons

Dans le sud de la bande Gaza, à Rafah se massent près d'1.3 millions de Palestiniens. Des enfants, des personnes âgées et des femmes à qui le gouvernement israélien sommat de se rendre vers Rafah pour échapper à ses propres bombardements, qui frappent les hôpitaux, écoles, les habitations et intentionnellement les convois de civils. Mais maintenant, le gouvernement israélien bombarde Rafah. Les deux tiers des hôpitaux sont détruits, choléra, polio et varicelle réapparaissent. Plus d'antibiotiques, d'électricité, d'eau, des incursions de l'armée israélienne dans l'hôpital Nasser par exemple, où des patients meurent d'asphyxie car on coupe l'électricité. Le constat est alarmant, le porte-parole de l'OMS le dit, ceux "qui cherchent refuge dans les hôpitaux méritent la sécurité et non un enterrement dans ces lieux faits pour y guérir".